

DOSSIER p. 4

MIGRATIONS DECRYPTAGE



NOTRE MAISON

Quels chantiers ? p.16

MISS POP

Histoire, identité p.18

MISS POP

D. Crouzet nous répond p.20

SOMMAIRE

- 3 L'édito :**
**Rentrée : une page se tourne,
une nouvelle s'écrit**
Grace Gatibaru, pasteure

DOSSIER // Jeudi de Grenelle

MIGRATIONS

- 4 Idées reçues**
Frédéric Bompaire
- 6 Décryptage**
Catherine Wihtol de Wenden
- 10 SOS Méditerranée, dix ans, toujours là**
Jean-Pierre Aldon
- 11 Les Écrivains publics à l'ère du
tout numérique**
Anne-Lise Häcker
- 16 Nos comptes. Nos chantiers**
Frédéric Bompaire
- 18 Zoom sur la Miss Pop**
Histoire et identité
Valérie Rodriguez
- 20 Des oasis de fraternité**
Didier Crouzet
- 23 Agenda**
- 24 Il n'est de frontière qu'on outrepassé**
Édouard Glissant

L'Ami du Foyer de Grenelle

est une publication
du Foyer de Grenelle
17, rue de l'Avre, 75015 Paris
Téléphone : 01 45 79 81 49
Télécopie : 01 45 79 72 21
E-mail : journal@foyerdegrenelle.org
Internet : www.foyerdegrenelle.org

Compte : Foyer de Grenelle
Société Générale Paris-Grenelle
RIB : 30003 03490 00050260266 55
IBAN : FR76 3000 3034 9000 0502 6026 655
BIC : SOGEFRPP

Cinq numéros par an

Le numéro : 5 euros

Abonnements :

France : 20 euros

Étranger : 40 euros

Abonnement de soutien : 30 euros et plus

Règlement par chèque à l'ordre de :

Foyer de Grenelle (indiquer au dos : Amiduf)

Pour l'abonnement, établir un chèque
séparé de celui de la cotisation et des dons

À noter : les membres de l'Association reçoivent
l'AMIDUF et peuvent soutenir le journal par un
don spécifique (en précisant AMIDUF).

Comité de rédaction :

Florence Arnold-Richez, Frédéric Bompaire,
Bernard Brillet, Grace Gatibaru, Alain Kressmann,
Florence Vielcanet, Anne-Lise Häcker,

Relectures : Géraldine Dubois de Montreynaud

Maquette : Véronique Dauce

ISSN : 1954-3468

Imprimerie Siaz
41 rue Maufoux
21200 Beaune

Directeur de publication :

Benjamin Bories



Ensemble & Différents

L'une des fraternités de
la Mission Populaire
Évangélique de France

n°421 - octobre - novembre - 2026

Tirage 1 000 ex.

ILLUSTRATIONS : Couverture, p. 5, 6, 7 : Pierre Hédreich, son site Dessin de presse Paris : www.videotremplin.fr ;
p.10,11 : SOS-Méditerranée ; p. 20,21 : Miss Pop ; autres illustrations : DR :



Rentrée : une page se tourne, une nouvelle s'écrit

Chaque rentrée apporte son lot de changements et de nouveautés.

Le 1^{er} septembre, je suis partie du Foyer, **après 5 ans** (dont, il est vrai, 1 an à temps partiel), riches en rencontres inoubliables, en aventures dès l'ouverture du portail, en projets inspirants. Un lieu bouillonnant d'activités qui, face aux nouveaux défis d'un monde qui « trace » à grande vitesse doit s'adapter à ses nouveaux impératifs.

Le Foyer est **une ruche** où l'équipe dynamique de bénévoles, salarié.es et personnes accueillies, œuvre ensemble, pas juste pour « s'en sortir » mais pour faire avancer la cause de la fraternité et de la solidarité. Un enjeu encore plus important dans cette période « compliquée » que nous vivons en France et dans le monde. On resterait volontiers toute sa vie, rue de l'Avre, havre d'espérance et de résilience... Or, parfois, cette même vie nous appelle à poursuivre, ailleurs, son chemin. Le mien me conduit **sur les bancs de la fac'** pour poursuivre dans l'immédiat, mes études et formation en théologie.

Je salue l'arrivée, le 1^{er} septembre, de **Benjamin Bories**, à qui j'ai passé, non pas « un bâton » de relais mais une brassée de vœux pour une intégration chaleureuse, la poursuite de beaux projets au Foyer. Benjamin, nous vient de Nice et, après des études de théologie à Montpellier, il est venu à Paris où il a travaillé dans les médias et la communication pour la Fédération protestante de France. Bienvenue Benjamin ! Au revoir à vous toutes et tous !



Au nom du Foyer, je tiens à rendre hommage, ici, à **Suzanne Wall**, l'épouse de Michaël Wall, fidèle et ancien bénévole du Foyer et de la MPEF. Suzanne nous a quittés le 13 juin dernier. Nous avons parlé d'elle dans le numéro 420 de l'Amiduf, dans un article sur le peintre Charles Claden. « *Suzanne est un modèle de la vie. Elle a connu la 2^e guerre mondiale, la souffrance et les a surmontées pour avoir une magnifique vie professionnelle et familiale* », témoigne Michael.

J'évoquerai aussi **Alcidès Do Rosario**, la silhouette frêle, toujours coiffé d'un petit chapeau, un accueilli très présent dans nos murs et jardin et longtemps bénévole l'été auprès de Jean-Marc. Alcidès a tiré sa révérence la première semaine de juillet. Le 10 juillet, les personnes accueillies, bénévoles et salarié.es du Foyer lui ont rendu un émouvant hommage, en présence de ses sœurs, Nadina et Hortensia et de « Mon Beau' », son beau-frère.

À Dieu !

Migrations : idées reçues

Notre dernière rencontre de l'année, « Idées reçues sur les migrations » a réuni, le 28 mai, plus de 80 personnes. Synthèse.

Par Frédéric Bompaire



De gauche à droite : Frédéric Bompaire, Jean-Pierre Aldon, Catherine Wihtol de Wenden

Un record qui montre que les *Jeudis de Grenelle* ont su trouver un public et proposer des sujets de société qui rejoignent les préoccupations du Foyer. Nous allons donc continuer selon la formule : inviter **5 fois par an** deux ou trois intervenants de qualité, non rémunérés, qui acceptent de limiter la durée de leur exposé de façon à laisser la parole à la salle. Pour cette fin du troisième cycle de nos rencontres, étaient au rendez-vous, accompagnés d'amis et voisins, de nombreux bénévoles du FLE, de l'Accueil, de la Domiciliation, de Dom'asile et d'autres activités du Foyer en contact avec des migrants. Au pupitre : **Catherine Wihtol de Wenden**, directrice de recherche émérite au CNRS et professeure à Sciences Po,

a développé 5 des 15 idées reçues qu'elle dénonce dans son livre dont le titre a été repris pour la rencontre. **Philippe Bagot** nous a conté l'histoire de sa femme Rita, une migrante, fille de migrants lettons, qui a partagé sa vie entre les États-Unis, où elle est née, et la France, où Philippe se reconnaît comme un enfant du 15^e arrondissement ! N'ayant pas renouvelé son passeport américain et les services préfectoraux ayant traîné à renouveler son titre de séjour après 40 ans de résidence en France, Rita

était techniquement apatride... à sa mort !

Enfin, **Jean-Pierre Aldon** nous a « menés en bateau » sur la Méditerranée en deux images chocs : un canot surchargé de migrants, démunis, à la dérive, et un bateau où chacun a sa place et porte un gilet de sauvetage qui se dirige vers le bâtiment de secours de SOS Méditerranée, le plus connu étant l'Aquarius. Entre les deux clichés, les migrants à la dérive ont été pris en charge dans les eaux internationales par l'association.

Le temps des questions

Nombreuses et variées. À propos de la politique migratoire française, on s'est légitimement interrogé sur les lenteurs de traitement des demandes de carte de

séjour tant pour les primo-arrivants que pour ceux qui veulent la renouveler. Seraient-elles intentionnelles ? Espère-t-on réduire leur nombre en allongeant les délais d'attente et ainsi faire d'eux des hors-la-loi ? La surreprésentation des migrants dans les prisons ne résulte-t-elle pas aussi de cette lourdeur des démarches ? Le nombre d'OQTF (Obligation de Quitter le Territoire Français) prononcées n'est-il pas d'abord un instrument de communication politique alors qu'il manque totalement d'efficacité puisque seulement 13 % sont suivies d'effet ? Enfin, ne peut-on pas envisager de garantir une autorisation de séjour permanente après plus de 10 ou 20 ans de présence en France, ce qui allègerait la charge de travail administratif ?

La définition des migrants au sens strict, englobe seulement les personnes étrangères, nées à l'étranger (donc pas les enfants nés à l'étranger de parents français) et qui résident en France depuis plus d'un an. Soit : **11,3 % d'immigrés en France**. Mais les statistiques montrent que **41 % des Français** sont liés, par leurs parents, conjoints ou celui de leurs enfants à des migrants. Et, même si elle dépasse ce cadre strict des migrations, la question de la deuxième, voire de la troisième génération mérite d'être abordée sous l'angle de l'intégration, de l'assimilation et du sentiment d'appartenance.

L'action de SOS Méditerranée a été très commentée et a conduit à se demander **pourquoi il n'y a pas de « SOS Manche »**. D'abord les associations ne peuvent pas intervenir dans les eaux territoriales d'un pays souverain. À ce titre, la Manche est tellement étroite qu'entre la France et le Royaume-Uni, il y a fort peu d'espace

d'interventions. Notons aussi que les accords du Touquet et la politique anglaise de « *containment* » font peser sur la France la charge d'arrêter les migrants qui voudraient traverser la Manche, une mission impossible qui contraint les volontaires à prendre toujours plus de risques. Par ailleurs, le coût d'un bateau est important et si SOS Méditerranée avait les moyens de se déployer hors de Méditerranée occidentale, ce serait entre le continent africain et les îles Canaries où le nombre de naufragés croît rapidement.

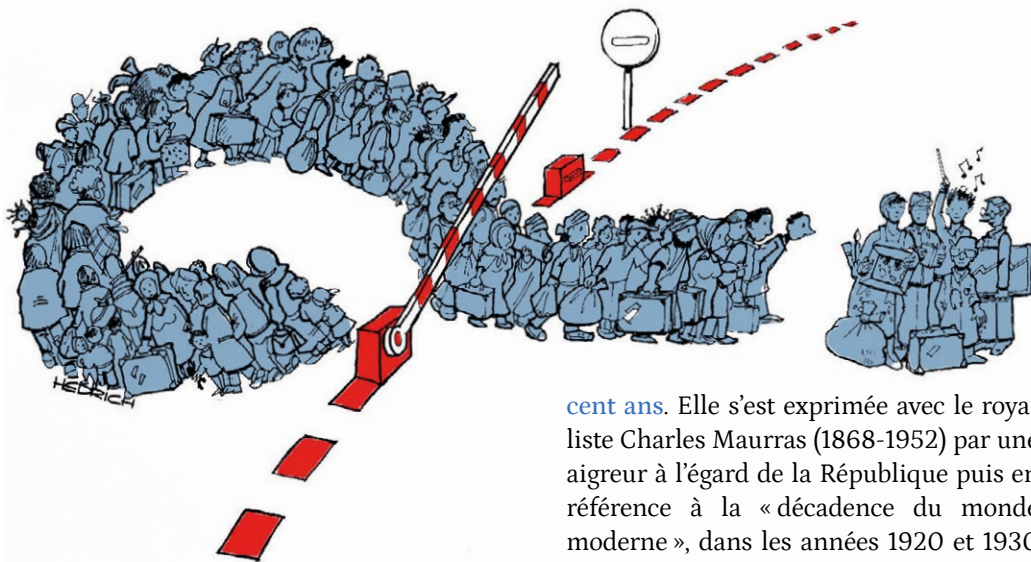
Enfin, c'est un paradoxe de voir des migrants désireux de travailler, même dans des métiers très éloignés de leur formation, en être empêchés en raison de dispositions administratives et au nom de la défense de l'emploi en France. La crainte que la présence des migrants aggrave le chômage des nationaux est infondée quand on voit le peu d'appétence de ces derniers pour les emplois fatigants et peu gratifiants que les migrants occupent. Pire : administrativement, l'interdiction de travailler, en attente de papiers, complique la production de preuves de présence en France pour obtenir un minimum de droits. Résultat : l'économie d'exploitation des migrants prospère. Est-il besoin de le rappeler ? Toute personne a droit au respect en tant qu'être humain, à un accueil digne. On doit malheureusement constater que l'on en est loin. ■



Décryptage

Grand remplacement, menaces sur l'emploi, coûts importants induits... Elles ont la vie dure ! Décryptage.

Par Catherine Wihtol de Wenden, CNRS (CERI, Sciences Po)*



Le débat sur l'immigration pendant la campagne présidentielle de 2022 et les élections législatives en France de 2024 ainsi que la campagne présidentielle américaine de 2024 ont donné libre cours à de nombreuses idées reçues. Beaucoup sont plus anciennes. Les combattre participe de l'ambition de changer le regard sur l'immigration, de les déconstruire pour rétablir la réalité des faits, de favoriser les propos rationnels par-delà les postures idéologiques.

Le grand remplacement

Parmi les idées reçues les plus médiatisées, citons celle du grand remplacement, un thème remis à l'ordre du jour par Éric Zemmour en 2022, mais vieux de **plus de**

cent ans. Elle s'est exprimée avec le royaliste Charles Maurras (1868-1952) par une aigreur à l'égard de la République puis en référence à la « décadence du monde moderne », dans les années 1920 et 1930 avec Oswald Spengler, enfin par le « *Clash des civilisations* » développé par Samuel Huntington à la fin du XX^e siècle : après le monde soviétique, l'Islam serait le nouvel ennemi. Cette notion de grand remplacement est aussi issue d'un scénario démographique des Nations Unies, prenant en compte les profils démographiques d'une Europe vieillissante (ainsi que de la Russie et du Japon), ses besoins en main d'œuvre, et en population. C'est donc un serpent de mer sans autre fondement que les peurs du moment qui a été déconstruit par **Hervé Le Bras**, démographe et directeur d'études à l'EHESS. Dernier avatar, toutefois, le grand remplacement culturel développé par **Renaud Camus**, s'appuyant sur les peurs liées à l'Islam, est devenu un thème dominant dans le discours de l'extrême droite.

Elle coûte plus cher qu'elle ne rapporte

D'autres idées reçues sur l'immigration ont la vie dure. La plus répandue est celle, démentie par les économistes, selon laquelle l'immigration coûte plus cher qu'elle ne rapporte et qu'elle vient concurrencer les nationaux sur le marché du travail. Les analyses statistiques menées de longue date (depuis 1976 en France par une étude RCB - rationalisation des choix budgétaires - à laquelle j'ai d'ailleurs participé et diligentée par la Direction de la Prévision du Ministère des Finances sur *Immigration et balance des paiements*), montrent que **l'immigration rapporte plus qu'elle ne coûte**, tous indicateurs rassemblés. Ces conclusions n'ont jamais été démenties dans les travaux plus récents menés par les économistes et les organisations internationales telles que l'OCDE. Ces travaux montrent que le marché du travail national est très segmenté dans les sociétés européennes et plus largement occidentales. Les migrants sont rarement en situation de concurrence avec les nationaux qui, par ailleurs, bénéficient dans certains secteurs, d'une protection nationale ou européenne à l'emploi. Ces « derniers venus » occupent les métiers pénibles, dangereux, sales, mal payés (**les « 3D : dirty, difficult, dangerous »**), soumis aux intempéries et irréguliers dans l'année, surtout s'ils sont en situation irrégulière. Même en temps de crise, il y a peu de flexibilité sur le marché du travail, qui amènerait les nationaux à occuper les emplois des migrants, surtout les plus précaires. L'épisode du COVID 19 a montré que les frontières fermées n'ont pas pour autant conduit les nationaux à remplacer les

étrangers dans les secteurs laissés vacants (métiers du *care* - garde des personnes âgées -, agriculture, construction, services). Il y a aussi des métiers non pourvus par les nationaux par milliers, qualifiés et non qualifiés pour lesquels il est fait appel à l'immigration.

Un autre auteur, l'économiste **Mouhoud El Mouhoub**, président de l'Université Paris Sciences et Lettres, a maintes fois répondu au coût supposé de l'immigration par rapport à ses avantages économiques : les nouveaux immigrés entrant sur le marché du travail arrivent à l'âge adulte et n'ont donc rien coûté au pays d'accueil pour leur éducation et leur formation jusqu'à l'âge de leur majorité. Ils paient des impôts, directs et indirects (TVA), surtout s'ils veulent se faire régulariser, et sont des consommateurs. Une partie d'entre eux repartent au pays à l'âge de la retraite ou font des allers-retours fréquents, ce qui diminue fortement le coût de leur grand âge.





Voitures de migrants. Composition Musée de l'Immigration

Les arrêter aux frontières

D'autres idées reçues fonctionnent comme **une sorte de prêt-à-penser** : par exemple celle selon laquelle on pourrait arrêter les migrations en fermant les frontières et en faisant la guerre aux migrants. Or, les politiques de répression, de dissuasion et de militarisation des frontières n'ont eu que peu d'effets depuis trente ans. En effet, les migrations augmentent malgré les mesures destinées à éviter « **l'appel d'air** », une

autre idée fausse selon laquelle les pays offrant le plus d'avantages sociaux seraient les plus prisés. En réalité, ce sont les États-Unis et le Royaume-Uni, qui n'offrent pas le plus d'État-providence, qui font le plus rêver ceux qui partent.

Ceux qui prônent la fermeture des frontières comme solution radicale ne peuvent la mettre en œuvre, car elle est contraire au droit dans les cas de l'asile (**Convention de Genève de 1951**), du regroupement familial (selon le principe reconnu par la Constitution, du droit de vivre en famille), des mineurs isolés qui doivent être pris en charge jusqu'à leur majorité (**Convention onusienne de 1989 sur les droits de l'enfant**). Elle est, de plus, coûteuse et difficile à réaliser avec les pays d'origine qui refusent ou négocient souvent la reconduite de leurs nationaux en échange d'avantages économiques et institutionnels (infrastructures, visas).

Mieux vaudrait favoriser le développement

Le développement serait-il alors une alternative aux migrations ? L'OCDE et d'autres organismes de recherche sur le développement comme l'Agence Française de Développement y ont maintes fois répondu en distinguant les court et moyen termes du long terme : à court terme, plus il y a de migrations, plus il y a de développement dans le pays de départ, car les transferts de fonds vont directement dans les familles restées au pays. Ils représentent aujourd'hui, avec **640 milliards de dollars annuels**, plus de trois fois l'aide publique au développement. Ensuite, plus il y a de développement, plus il y a de migrations, car le développement signifie

aussi une urbanisation accrue, une scolarisation en hausse, une meilleure santé, une information sur les possibilités de changer de vie grâce à la migration, l'inscription dans une modernité dont la mobilité fait partie. Comme l'écrit Jean-Pierre Guengant dans la revue *Projet* : « *le lien entre migration et développement pourrait ainsi être schématisé par un U renversé : pendant le processus de développement les migrations augmentent jusqu'à un certain niveau, puis décroissent pour éventuellement disparaître* ».

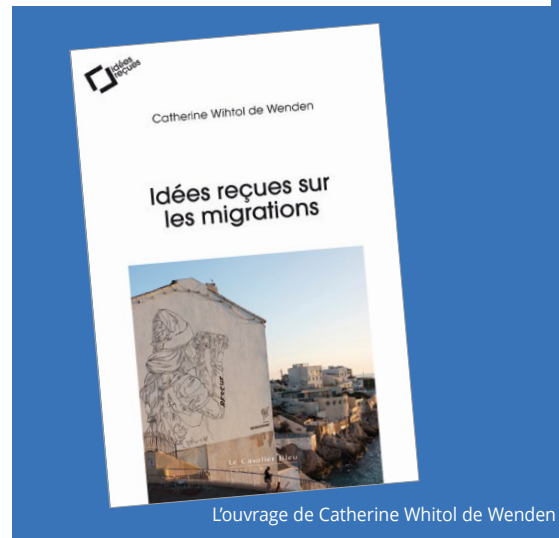
Le poids de la démographie, l'invasion

D'autres idées reçues comme le poids de la démographie construisant un lien inéluctable entre la jeunesse des migrations dans le sud du monde et l'accélération des perspectives migratoires restent à démontrer, car d'autres facteurs influent sur la décision du départ comme l'existence de liens transnationaux entre les migrants et les pays d'arrivée, la langue parlée, la connexion des régions d'émigration avec le reste du monde : sans réseaux de connaissances, point de migrations. Les politiques de fermeture des frontières oublient que la migration est un phénomène banal qui a toujours existé et qui a accompagné l'histoire du monde et ses transformations.

Enfin, la peur selon laquelle « *l'Afrique va nous envahir* », un thème développé par **Stephen Smith** en 2018, déconstruit par **François Héran** sur son site au Collège France, est venue s'ajouter à l'angoisse culturelle. Les images médiatisées de jeunes Africains sub-sahariens débarquant sur l'île de Lampedusa, ou l'arrivée des Syriens en Europe par la route des Balkans et sur les îles grecques

contribuent à donner l'image de l'invasion de la vieille Europe par des jeunes non Européens, alors que la plupart des migrants arrivent légalement.

Même si toutes ces idées reçues ont toujours été contredites, notamment par les chercheurs et les responsables associatifs, elles ont la vie dure et s'imposent comme un prêt-à-penser, dans un contexte d'expansion des idées populistes en France, en Europe et ailleurs. Il est donc temps de déconstruire les plus courantes d'entre elles qui se déploient avec succès dans le débat public. Le contexte récent a mis en avant certaines d'entre elles, en les politisant de façon particulièrement violente, fédérant autour d'elles toute une série d'autres clichés. ■



* Directrice de recherche émérite au CNRS, professeure à Sciences Po, autrice de nombreux ouvrages, dont : *Atlas des migrations dans le monde : réfugiés ou migrants volontaires*, Paris, Autrement, 2005 ; *Atlas des migrations, de nouvelles solidarités à construire*, Autrement, 2025 ; *Idées reçues sur les migrations*, Le Cavalier Bleu, 2025.



Sauvetage en mer (Sos-Méditerranée)

SOS Méditerranée, dix ans, toujours là !

Cette association civile et européenne de sauvetage en mer assure, depuis dix ans, les trois missions : sauver, protéger et témoigner.

Histoire et bilan. Par Jean-Pierre Aldon, bénévole SOS Méditerranée

Le 31 octobre 2014, l'Italie met fin à l'opération de **sauvetage Mare Nostrum**. En 11 mois, les moyens militaires déployés en Méditerranée centrale ont permis de secourir 150 000 personnes. Il n'y a plus d'opérations de sauvetage dans ce qui demeure l'axe migratoire le plus meurtrier au monde. En effet, en 10 ans, ce sont plus de 26 000 personnes qui ont perdu la vie au départ des côtes libyennes, selon l'Office International des Migrations (l'OIM), qui reconnaît que ce chiffre est malheureusement largement sous-estimé.

Deux personnes, une humanitaire française, **Sophie Beau**, et un marin professionnel allemand, **Klaus Vogel**, ne tolèrent pas qu'on laisse se multiplier les drames en Méditerranée, et que les États européens se

défaussent de leurs obligations de secours aux personnes en danger. Ils disent : « Si nous sauvons ne serait-ce qu'une seule personne, ça vaut la peine ». C'est le début d'une grande mobilisation citoyenne. En 2015, l'association civile et européenne de sauvetage en mer, SOS Méditerranée voit le jour. Une fois les premiers fonds récoltés, les opérations peuvent commencer. Le **7 mars 2016**, l'équipage de l'**Aquarius** opère son premier sauvetage : 74 personnes sont secourues et mises à l'abri à bord.

Trois missions

Sos Méditerranée endosse les trois missions : **sauver** les personnes en détresse grâce à des activités de recherche et de sauvetage en mer ; **protéger** les naufragés en les conduisant à un port sûr, prêt à les

accueillir ; **témoigner** de la crise humanitaire en Méditerranée, relayer la parole des personnes rescapées et sensibiliser les citoyen.nes européen.nes

À ce jour, ce sont **43 474 personnes** qui ont été secourues par les équipes de SOS Méditerranée, à bord de leur bateau, l'Aquarius, jusqu'en 2018, l'Ocean Viking depuis cette date. Parmi ces rescapé.es, on compte un quart de mineur.es, dont 80 % sont non accompagné.es : ce sont des enfants de 13 à 15 ans, qui tentent, seul.es, de fuir l'enfer libyen.

En 2026, SOS Méditerranée commémore les 10 ans du premier sauvetage. On peut voir sa campagne **10 ans toujours là !** relayée par les médias. Malheureusement, la situation en Méditerranée centrale ne s'améliore pas. De nombreuses catastrophes se sont déroulées entre la Libye et l'Europe et le premier semestre de cette année présente le pire bilan humain depuis 10 ans.

De plus en plus difficile

Les actions humanitaires sont rendues de plus en plus compliquées du fait du contexte économique et humanitaire. Le sauvetage en mer coûte cher : le budget d'une journée d'opération de l'Ocean Viking s'élève à 24 000 euros. C'est un défi

pour SOS Méditerranée de réunir les fonds nécessaires, qui proviennent à 91 % du secteur privé, particuliers et entreprises.

Les mesures légales se multiplient pour entraver l'action des ONG en Méditerranée centrale. Les décrets Piantadosi, pris en Italie, réduisent dramatiquement l'efficacité des actions et les ordres de rétention de navires humanitaires se multiplient.

De plus, nous devons désormais faire face à des actes d'une violence extrême. Ainsi, le 24 août 2025, une vedette des garde-côtes libyens a mitraillé l'Ocean Viking durant une vingtaine de minutes. On a dénombré une centaine d'impacts de balles sur le navire humanitaire, à bord duquel 34 membres d'équipage et 87 rescapé.es ont craint pour leur vie. Tout cela en eaux internationales, où la liberté absolue de navigation est un droit indiscutable.

Les équipes de SOS Méditerranée, les plus de 1 000 bénévoles de l'association et le comité de soutien sont plus déterminés que jamais à poursuivre leur action jusqu'à ce que les États européens assument à nouveau leur obligation morale et légale de sauvetage en mer. Parce qu'aujourd'hui comme hier, nous ne saurions tolérer la perte d'une seule vie dans la Méditerranée. ■



Les écrivains publics à l'ère du tout numérique

Au Foyer de Grenelle, c'est une trentaine de bénévoles qui sont mobilisé.e.s, présent.e.s, face à la déshumanisation des démarches. Parcours au cœur d'une activité connectée. Par Anne-Lise Häcker



Loin de l'image du scribe de l'Antiquité égyptienne, assis en tailleur, immobile, papyrus dans une main, roseau dans l'autre, les écrivains publics des temps modernes exercent leur activité principalement devant l'écran d'un ordinateur, souris à la main. Ils naviguent de l'ordinateur à l'armoire aux dossiers, et de celle-ci à la photocopieuse/scanner, pour retourner finalement à leur écran, remplir un formulaire, imprimer des attestations. Sans oublier un détour par le cahier où sont notés les rendez-vous. Une activité connectée qui requiert non seulement une certaine mobilité, mais aussi une grande souplesse dans l'accueil de personnes de langues différentes, exprimant des demandes diverses, parfois confusément. Il faut savoir accueillir, écouter, discerner, orienter, conseiller, bien souvent aussi rassurer. Au Foyer, certain.e.s ont suivi une formation facultative, spécifique à leur activité, dans un centre social.

À l'Accueil général

Les 13 bénévoles de l'Accueil général en savent quelque chose. Si elles ne sont pas à proprement parler des écrivaines publiques, elles n'en assurent pas moins, sous la houlette de **Jeanine Eychenne-Baron**, une aide et un accompagnement bienveillant aux démarches et accès aux droits : prise de rendez-vous en ligne à la Préfecture pour le renouvellement d'une carte de séjour, ou bien à la mairie pour celui d'une carte d'identité ou d'un passeport, ou encore mise à jour d'un compte à la CAF... Les documents à photocopier, scanner et imprimer sont nombreux. Et quand l'aide demandée exige d'y consacrer un temps long (plus de 30 à 45 mn), sur un champ plus technique et délicat ou sensible qui demande de la discrétion, ou nécessite plusieurs séances, les personnes demandeuses non domiciliées au Foyer sont alors inscrites aux permanences des écrivains publics à **l'Espace public numérique (EPN)**, ou orientées vers d'autres organismes.

Un accueil précieux pour celles et ceux qui peuvent se présenter **sans rendez-vous du lundi au vendredi**, qui voient le plus souvent leur demande comme urgente, ne parlent parfois que peu ou mal le français, souhaitent s'informer. Certain.e.s n'ont pas pu obtenir de rendez-vous avec une assistante sociale, ou ne disposent pas d'un

abonnement à internet, pas même sur un téléphone et se trouvent démunie.s face à l'utilisation des outils numériques.

La fracture numérique reste bien actuelle. Comment constituer alors un dossier en ligne ? Que faire face à un serveur vocal dont on ne comprend qu'à moitié ce qu'il raconte, quand les accueils physiques auprès d'agents des services publics n'ont pas tout à fait disparu, mais presque. À noter que, dans certains cas, ce sont les services administratifs ou des organismes qui renvoient eux-mêmes les personnes vers le Foyer de Grenelle pour la prise de rendez-vous avec ceux-ci, ou une aide à compléter un dossier. Un relais s'effectue ainsi dans les deux sens : l'Administration renvoie vers les bénévoles du Foyer qui, de leur côté, permettent d'effectuer des démarches auprès des services administratifs.

La Dom'Grenelle s'est multipliée par deux

Du côté de la [Domiciliation Grenelle](#) ou [Dom'Grenelle](#) (DG), les écrivaines publiques étaient deux en 2020. En 2026, elles sont quatre sous la responsabilité de [Patricia Gauguery](#). C'est dire que la demande d'aide a fortement augmenté. Ces dernières années, le nombre des personnes domiciliées par ce service au Foyer est passé de 800 à 1100, peut-être bientôt 1200 si l'agrément demandé en ce sens auprès de la Préfecture est accordé.

Être domicilié.e, cela veut dire avoir une adresse où recevoir des lettres, des courriers administratifs relatifs à des dossiers en cours, qui ont été constitués à la [Dom'Grenelle](#). Les écrivaines publiques, qui y assurent [3 permanences](#) par semaine, accompagnent des demandes : d'Aide

médicale d'État (dont les modalités d'accès ont été « durcies » cette année) pour des personnes sans titre de séjour, de Complémentaire Santé Solidaire (anciennement CMU), accessible à des personnes régularisées, de cartes de transports à un tarif solidaire, etc. Sans jamais porter de jugement sur les personnes qui se présentent à elles, quelle que soit leur situation. Seul l'accès aux droits est pris en compte. Une relation de confiance se révèle indispensable dans ce type de démarches. Il leur arrive aussi d'avoir à écrire une lettre à un bailleur, par exemple, mais pas question pour elles d'écrire au Président de la République ou au Maire de Paris, comme cela leur est parfois demandé. Ce n'est pas leur rayon, si l'on peut dire. Les demandes concernant le droit du travail sont orientées vers la CGT et la CFDT.

Dans l'idée de favoriser le partage d'expériences afin d'améliorer les pratiques et harmoniser les méthodes de travail entre les écrivains publics de la domiciliation et ceux de l'EPN, des temps d'échange seront mis en place entre les bénévoles des permanences du mercredi et du jeudi.

Aussi à l'EPN depuis 2023

Au Foyer, l'accompagnement personnalisé sur ordinateur et la formation individualisée en bureautique (qui était accolée au Parcours vers l'emploi, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui) existaient avant la création de l'*Espace public numérique* en 2018, en réponse à un appel à projets lancé conjointement par la Ville de Paris, Pôle emploi (à l'époque) et la CPAM. Un dispositif, dont [Pierre Vanneste](#) coordonne actuellement l'ensemble des activités et qui s'est étoffé au fil du temps avec les



La remise du diplôme d'Études en Langue Française, étape importante pour l'intégration. Mais les démarches en ligne sont si complexes, qu'il faut souvent passer par un écrivain public.

ateliers de réparation d'ordinateurs (*Répar'Ordis*) et, depuis 2023, l'activité des écrivains publics créée dans le but de désengorger l'*Accueil général* qui, dans un premier temps, reçoit tous les publics. À l'EPN, ils et elles sont actuellement **7 (bien-tôt 8)** et reçoivent sur rendez-vous deux demi-journées par semaine des personnes non domiciliées au Foyer et possédant un titre de séjour. **François Ledard** assure désormais un rôle de référent au sein de l'équipe des écrivains publics de l'EPN.

Comme dans les autres « secteurs », peu de rédaction à proprement parler, mais beaucoup de démarches en ligne auprès d'administrations, opérateurs des Télécom, compagnies d'assurance... Ici aussi, les demandes peuvent être annoncées comme urgentes (celles de personnes sans domicile, sans ressources). Certaines sont liées à la consommation (résiliation d'un contrat, recours, souscription), d'autres au travail (CV, lettre de motivation), d'autres encore au renouvellement d'une carte de séjour, à une demande de naturalisation.

Le travail consiste d'abord à comprendre le problème, puis à proposer une démarche, à la mettre en route avec la personne

concernée, à assurer un suivi. Parfois, il faut reconnaître que l'on ne sait pas et orienter la personne vers d'autres activités du Foyer ou d'autres associations. Les bénévoles ne sont ni juristes ni agents administratifs et ne cessent de découvrir des aspects des démarches dont ils ou elles n'avaient pas connaissance. Il y a aussi la charge émotionnelle impliquée dans ce travail : pas facile d'écouter le récit de difficultés intimes, personnelles, non pas seulement administratives. Empathie, patience, prudence se révèlent précieuses et indispensables.

Transmettre, relayer, choisir la bonne procédure

Last but not least, les **9 bénévoles** de l'antenne de *DomAsile** au Foyer assurent chaque semaine sous la houlette de **Françoise Sebaux** 3 permanences d'une demi-journée et sans rendez-vous. Des séances particulièrement intenses puisque les 10 à 15 personnes qui s'y présentent chaque fois sont étrangères, sans hébergement stable, demandeuses d'asile dont la première demande a parfois été déboutée, pour la plupart dans des situations pour le

moins difficiles. Une première étape consiste à en démêler les tenants et aboutissants. D'où la complexité des démarches engagées, ici aussi principalement en ligne. Les décisions prises lors de la constitution d'un dossier, les orientations choisies doivent être mûrement réfléchies, une erreur ou un choix inapproprié pouvant être lourd de conséquences. Est-il besoin de préciser qu'ici aussi, une relation de confiance est indispensable ? Qui dit étranger, dit langue étrangère et documents à traduire. Il y a des logiciels pour cela. Eh oui, pour certains types de documents, la traduction aussi se passe maintenant de personnes physiques. De solides compétences juridiques se révèlent souvent nécessaires. Les bénévoles ont suivi une formation initiale en interne, assurée par *Dom'asile*, régulièrement mise à jour via des webinaires et sur l'intranet de cette association.

Quelque 460 demandeurs et demandeuses d'asile sont actuellement domiciliés au Foyer de Grenelle, le nombre de nouvelles demandes ayant plutôt tendance à ne pas augmenter compte tenu des nouvelles réglementations (Loi Darmanin de 2023, la 29^e loi sur l'immigration depuis 1980 !) visant à réguler l'accès au territoire français et à limiter le nombre de demandes d'un premier titre de séjour). Le contrôle est privilégié au détriment de l'accueil. Les moyens de l'OFPRA pour le traitement des demandes d'asile augmentent, mais l'État se désengage sur le front de l'accueil et de l'intégration des personnes étrangères.

Une fois la domiciliation effectuée, le travail des bénévoles de *Dom'asile* consiste à transmettre, à relayer des informations à des organismes (la nouvelle domiciliation

à la Préfecture, CPAM, Fisc, France Travail, OFPRA, ANEF (Administration Numérique des Étrangers en France, etc.), à remplir des formulaires en ligne, le relais se faisant aussi en partie par e-mails ou courrier postal. Sites bloqués pour maintenance, documents non reçus par les domiciliés du fait d'erreurs de mots de passe, de changements d'adresse électronique, de numéro de téléphone... un travail considérable fourni sans relâche par les bénévoles avec, comme partenaire, [la Cimade](#) (présente au Foyer deux fois par semaine, qui renseigne sur les droits des personnes migrantes, réfugiées, expulsées), et grâce à une excellente collaboration avec les autres équipes du Foyer, notamment l'*Accueil général* et la *Dom'Grenelle*.

Retrouver confiance en soi, gagner en autonomie

Recréer un lien social avec des personnes isolées, qui trouvent à qui parler, retrouvent un peu de confiance en elles, expliquer les démarches, donner des clés pour agir de façon autonome, éviter des retards dans le traitement de certains dossiers qui font basculer dans des situations qualifiées d'irrégulières, c'est à tout cela que tendent l'engagement et la présence des bénévoles dont nous avons tenté de donner un aperçu.

Encore un bel effort de solidarité, un lien indispensable qui devrait unir tous les membres de la famille humaine et qu'il faudra probablement continuer de renforcer dans les temps à venir. ■

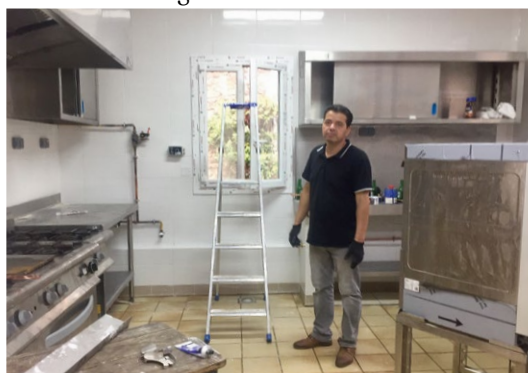
* Association francilienne dédiée à la domiciliation et l'accès aux droits des personnes exilées sans hébergement stable :
9 centres de domiciliation,
3 permanences pour les droits sociaux,
1 permanence inter-associative, 200 bénévoles.

Nos chantiers, bilan et perspectives

Le plan pluriannuel de travaux (PPT) immobiliers élaboré en 2021 s'est terminé en 2025. Environ 450 000 € ont été investis dans l'amélioration des locaux.

Une visite s'impose. Avec Frédéric Bompaire

Deux chantiers majeurs ont été conduits à leur terme : la réfection du mur extérieur donnant sur la rue de l'Avre et le changement des huisseries extérieures... pour **plus de 300 k€**, dont plus de la moitié ont été financés sur fonds propres. Non, ce n'est pas uniquement par souci esthétique que le mur et le portail ont été refaits : la menace d'effondrement était réelle. Mais ce coup de neuf nous a rendus attentifs à l'architecture de la façade du temple et donne auprès des habitants du quartier une image positive du Foyer. Quant à la pose de portes et fenêtres en aluminium, elle s'inscrit dans une démarche d'économie et de sécurité. C'est une étape importante pour améliorer l'isolation des salles et limiter les charges de chauffage.



Rénovation de la cuisine



Nouvelle architecture de la salle polyvalente, façade du temple, côté rue

Divers aménagements et rénovations

Les autres travaux ont été de moindre ampleur. Ils concernent, outre **le réaménagement** de la Domiciliation et la pose de stores extérieurs, la sécurité (sortie de secours de la salle C1, caméra de surveillance, accessibilité de l'escalier de secours de la terrasse de l'étage du bâtiment C...) **et l'hygiène** (rénovation de la cuisine et de la réserve à provisions).

Par ailleurs, les dépenses non prévues au plan ont été assez nombreuses : **rafraichissement des appartements** lors du changement de pasteur (avec séparation du studio) puis, de directeur. Et, **dans la grande salle**, pose de radiateurs, d'une sono et d'un projecteur...

Certains projets sont classés sans suite. Ainsi, l'ajout d'un étage au bâtiment B, qui n'était évoqué que comme une possibilité à mûrir avant d'envisager une concrétisation, est abandonné. Si le Foyer semble parfois manquer d'espace, il est vain de croire que c'est en poussant les murs que l'on pourra faire face. La hausse des besoins sociaux est réelle et la multiplication des



Le mur et le portail ont été refaits

activités du Foyer ainsi que l'augmentation des effectifs accueillis en sont la manifestation. Mais, vouloir y répondre par une course à l'augmentation de notre taille conduit à s'interroger sur notre raison d'être qui met au centre la qualité de la relation à l'autre et non pas la quantité des prestations de services.

Nos prochains travaux

Des demandes de subventions attendent depuis près d'un an une réponse pour refaire, comme prévu au plan, d'une part la dalle béton-verre qui couvre, au sous-sol, l'ancien local jeunesse qui abrite aujourd'hui la vente de livres lors des Miettes et, d'autre part, pour renforcer les balcons et terrasses du bâtiment C qui souffrent de l'écoulement des eaux pluviales des étages supérieurs. On débutera donc le nouveau PPT avec ces travaux évalués à **110 k€**. Mais il y a d'autres préoccupations pour les prochaines années.

Le thème principal sera celui de **l'isolation et l'entretien des toits**. Au bâtiment A, la collecte des eaux de pluie doit être révisée pour garantir l'étanchéité, notamment le long du mur mitoyen avec l'hôtel. Sur le bâtiment B, on envisage, lors de la réfection de l'étanchéité et de l'isolation de la terrasse, de prolonger l'avancée du toit, en en modifiant l'inclinaison, pour créer un préau. Dans le bâtiment D, la toiture est difficilement accessible mais semble fragile : isoler et rénover iront de pair. En

parallèle, la désignation d'un expert sera nécessaire pour identifier le **mode de chauffage** appelé à succéder aux deux chaudières à gaz actuelles (en A et D) : pompe à chaleur, électricité, géothermie... Sur ces projets, les enveloppes financières sont aujourd'hui incertaines. Ce que nous savons avec certitude : il faut compter de 20 à 30 k€ par an pour les dépenses d'entretien et ajouter le coût des travaux incontournables pour mettre le Foyer en conformité avec les nouvelles normes.

D'où vient l'argent ?

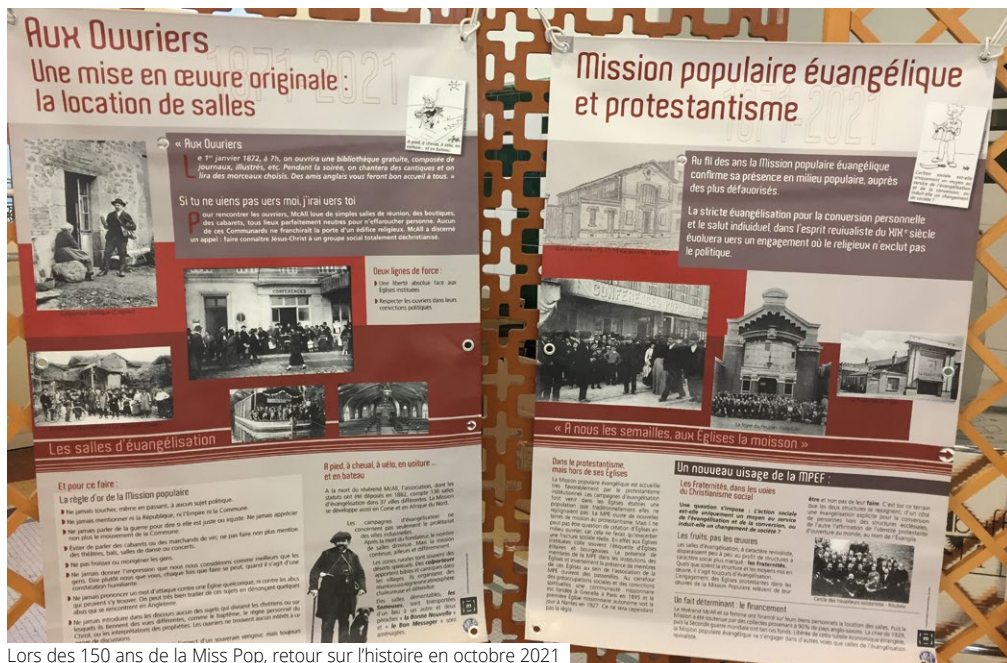
Notre bail avec la MPEF met l'ensemble des travaux **à notre charge** pour la bonne raison que c'est à la suite d'une demande de notre part de pouvoir agir en direct sur nos locaux. De fait, le Foyer de Grenelle a montré sa capacité à trouver des financements tant en raison de son histoire, de la qualité et la diversité de ses activités, du nombre de ses bénévoles que de son ancrage protestant. Sous forme de subventions auprès des financeurs publics, d'abord. Mais pas uniquement : l'ouverture d'un compte auprès de la Fondation du protestantisme pour le financement des travaux a permis de collecter environ **150 k€ en 4 ans**. Par ailleurs, le Foyer bénéficie de temps en temps de **legs** ou d'**assurances vie** dont le bénéficiaire désigné est la Fondation du protestantisme au profit du Foyer de Grenelle. Évoquons les noms de Suzy Curtil, Philippe Huguet et Madeleine Martinitsch. Ces dons sont toujours bienvenus et aident à la réalisation de ces dépenses structurelles et de long terme que sont les travaux immobiliers.

C'est, en effet, la pérennité du Foyer qui est en jeu. ■

Histoire et identité

La Mission Populaire Évangélique de France (MPEF) et les Fraternités, comme celle du Foyer de Grenelle, partagent une histoire riche de plus de 150 ans, fondée sur une alliance unique entre le social, le spirituel et le politique. Idées forces.

Par Valérie Rodriguez, secrétaire générale.



Lors des 150 ans de la Miss Pop, retour sur l'histoire en octobre 2021

Cette alliance, toujours en mouvement, a évolué avec les époques, les contextes et les engagements de celles et ceux qui la portent. Tout commence en 1872 avec **Robert Whitaker McAll**, qui pose les bases d'une action tournée vers les ouvriers et les populations marginalisées.

Une mission ancrée dans l'action sociale et populaire

L'intuition ? Proposer une religion de liberté et de réalité, ancrée dans le

quotidien. Dès ses débuts, la Mission populaire se distingue par des actions concrètes : bibliothèques gratuites, vestiaires, alphabétisation, accueil des migrantes et migrants, dispensaires, ou encore colonies de vacances pour les enfants. Pendant les deux guerres mondiales, son engagement auprès des soldats, des veuves, des orphelins et des enfants juifs mis à l'abri, témoigne de cette **solidarité active**.

Dans les **années 1980**, avec l'émergence des politiques publiques de lutte contre la pauvreté, la Mission populaire développe

des **centres sociaux** et des **clubs de prévention**, répondant aux nouvelles formes de précarité. Aujourd'hui, elle cherche à s'adresser à toute la diversité du peuple, pour favoriser une **vraie mixité** et permettre à chacun et chacune de s'engager

Évangélique et spirituelle : une foi en mouvement

Héritière du **Réveil protestant** et du **christianisme social**, la MPEF vise une transformation à la fois personnelle et collective. Elle innove sans cesse pour annoncer l'Évangile : salles populaires, péniches missionnaires, voitures itinérantes, événements culturels... L'objectif ? Aller à la rencontre des personnes et briser les codes religieux.

Avec la **sécularisation de la société**, la dimension spirituelle a parfois été moins visible. Mais depuis les **années 2000**, un travail de réflexion a été engagé pour réaffirmer l'identité protestante de la Mission. Un principe-clé en émerge : le **sacerdoce universel**. La spiritualité n'est pas réservée aux pasteurs ou aux équipiers. Elle est l'affaire de toutes et tous.

Une identité singulière : équilibre et alliance

Ce qui fait la force de la MPEF, c'est sa capacité à **s'adapter** sans perdre son âme. À chaque époque, elle a su réinventer l'articulation entre social, politique et Évangile. Aujourd'hui, l'enjeu reste de maintenir cet équilibre, sans que l'une de ces dimensions ne prenne le pas sur les autres.

Quelques principes guident cette démarche : maintenir l'équilibre entre le social, le politique et le spirituel ; innover pour répondre aux besoins actuels ;

favoriser la participation des personnes concernées ; articuler autonomie et solidarité entre la Mission populaire et les Fraternités ; créer des espaces de rencontre, de formation et de dialogue.

Faire alliance : unité dans la diversité.

Le mot *alliance* évoque l'union, mais en hébreu, *berith* signifie aussi séparation. Elle est en quelque sorte une poterie brisée dont les morceaux, une fois recollés, deviennent le signe d'une alliance vivante. La Mission populaire a besoin de **mouvement national** et d'**ancrage local**, d'**autonomie** et de **solidarité**, de **diversité** et d'**unité**. Pour que cette alliance demeure féconde, il faut multiplier les rencontres pour se comprendre, s'apprécier et grandir ensemble.

Inspiré des réflexions de Pierre-Olivier Dolino, ancien équipier à Paris-Picoulet, Lyon-Duchère et Marseille-Belle de Mai. ■

EN CHIFFRES

► 12 fraternités :

Trappes, Grenelle Paris 15^e,
La Maison verte Paris 18^e,
Le Picoulet Paris 11^e, Rouen, Nantes,
La Maison ouverte de Montreuil, Saint Nazaire,
La Frat'Aire du Grand-Charmont (25),
La Rochelle, Lyon La Duchère, La Belle de Mai
Marseille, plus Cité de l'III à Strasbourg en devenir.

► Plus de 900 bénévoles

PAR AN :

- Plus de **18 000 bénéficiaires** de l'aide alimentaire
- Plus de **350 animations culturelles**
- Plus de **330 ateliers d'animation sociale** (cours de FLE, de numérique, jardinage...)
- Un **magazine** : *Présence*, 4 numéros par an
- Un **site** : <https://www.missionpopulaire.org>

Des oasis de fraternité

Interview de Didier Crouzet, président de la Mission populaire évangélique de France.

Par Florence Arnold-Richez

150 ans, la Miss Pop, une vieille dame ?

Que non ! Plus que jamais, la Mission populaire a toute sa place dans nos villes et nos

quartiers. Partout en France, des femmes et des hommes vivent dans la précarité. Certains sont isolés, d'autres vivent à la rue, sont sans papiers ou sans ressources, qu'elles soient financières, culturelles ou relationnelles. Beaucoup ont le sentiment de devenir invisibles. À l'époque de la création de la Mission populaire, au lendemain de la Commune de Paris, il s'agissait principalement d'accompagner les travailleurs pauvres. **Aujourd'hui, les formes de précarité ont changé**, mais le besoin de fraternité demeure. Les Fraternités de la Mission populaire offrent à chacune et chacun un lieu où retrouver de la chaleur humaine, de l'écoute, de la dignité et la possibilité de reprendre confiance pour avancer.

Quel est « le cœur » de ses engagements ?

C'est l'accueil et la rencontre véritable avec la personne « en demande » qui pousse la porte de nos « Frats ». Pour elle, la première étape pour reprendre pied, justement c'est souvent de pouvoir être regardée comme une personne, écoutée sans être jugée, se sentir reconnue. Pas de langue de bois, pas de place pour les raideurs administratives. C'est par l'engagement, fort, gratuit, des bénévoles des Frats que cette rencontre authentique avec les personnes accueillies se fait. Avec comme condition de base que chacune, - accueillie ou bénévole -, puisse exprimer librement et partager son vécu, ses difficultés, ses convictions et ses questions, dans un climat de confiance et de respect. C'est ainsi que nous pouvons construire une véritable communauté fraternelle, où chacun.e trouve sa place, quelles que soient son histoire, sa situation ou ses croyances.



À notre micro, Didier Crouzet, pasteur



Assemblée Générale de juin dernier à Rouen Responsables de frats

Et ses leviers pour les atteindre ?

Répondre aux besoins essentiels est indispensable, mais pour permettre à chacun.e de grandir pleinement, nous nous appuyons également sur deux autres dimensions essentielles. La première est **la spiritualité**. Elle ouvre un espace intérieur, redonne de l'espérance et aide chacun.e à redonner un sens à son parcours. La seconde est l'engagement pour **le bien commun**. Nous encourageons chacun.e à devenir acteur/actrice de la société et à participer à la défense des intérêts collectifs. **Le Foyer de Grenelle** illustre particulièrement cette dimension grâce à ses débats de société, notamment lors des *Jeudis de Grenelle*, qui nourrissent la réflexion et le dialogue. Depuis de nombreuses années, il propose une grande diversité d'activités qui répondent à nos valeurs partagées, inscrites dans ses statuts et décrites dans son projet associatif, résumé par une belle devise : « *Ensemble et différents* ». L'enjeu est de faire vivre ensemble ces trois dimensions indissociables pour nous : le social, le citoyen dans une vision politique bien pensée et le spirituel. Fraternité solide, ouverte et vivante, il est une oasis qui offre un environnement sûr et permet de reprendre des forces.

Le mouvement est qualifié d'« évangelique ». Êtes-vous sous influence des mouvements américains ?

Non, absolument pas ! Le mot « évangelique » renvoie ici à son sens premier : celui de l'Évangile. Le mot signifie « **Bonne nouvelle** » en référence au message que Jésus a partagé au premier siècle de notre ère. Celle-ci est l'affirmation qu'il est possible de vivre une vie basée sur les valeurs de partage, de fraternité, de bienveillance. Et



Assemblée Générale de juin dernier à Rouen.
Debout, Claire Nicolas, Vice-présidente

que la loi du plus fort et le pouvoir de l'argent ne sont pas le fin mot de l'Histoire. La Mission populaire revendique cet Évangile-là, dans la droite ligne du protestantisme français historique. C'est clair ! Nous ne nous reconnaissons pas dans certains mouvements religieux américains à vocation prosélyte ou aux orientations politiques conservatrices. Notre engagement est d'abord au service de la personne, de la dignité humaine et de la fraternité, qui porte l'espérance d'un monde meilleur.

Face à la progression de ces mouvements évangéliques dans le monde, quelle place pour notre engagement concret, ici, pour la laïcité ?

La laïcité fait pleinement partie de notre histoire. Les protestants ont largement contribué à faire émerger en France une conception de la laïcité fondée sur la liberté de conscience, de conviction et d'expression, dans le respect du cadre républicain. Rappelons que la loi de 1905, pierre angulaire de la laïcité, pose un principe clair selon lequel la République assure la liberté de conscience et ne reconnaît, ne finance ni ne salarie aucun culte. Ce cadre

protège l'expression de toutes les convictions et garantit l'égalité des citoyens devant la loi, sans distinction de religion. C'est cette laïcité qui permet le dialogue entre des personnes de convictions différentes, sans domination ni exclusion que nous défendons.

Comment renforcer la dynamique du Mouvement au-delà de chaque fraternité ?

Chaque Fraternité est profondément enracinée dans son territoire, mais c'est son appartenance au mouvement national de la Mission populaire, autour d'un même projet basé sur des valeurs communes et des missions transformatrices qui la nourrit. Et vice-versa. La Miss'Pop est donc bien plus qu'une juxtaposition de Fraternités. Elle est une **communauté d'expériences**, d'engagements et de solidarités. Les rencontres

nationales, les échanges entre Fraternités et les temps de ressourcement sont essentiels. Ils permettent de partager ce qui fonctionne, de s'encourager mutuellement et de faire grandir ensemble une espérance concrète. C'est ainsi que la Mission populaire continue d'avancer : en faisant vivre une fraternité qui accueille, relie, fortifie, fait grandir et donne envie d'agir ensemble pour construire une société plus juste et plus humaine. Il est donc important de prendre régulièrement du recul, de relire ensemble nos pratiques et de vérifier qu'elles restent en cohérence avec notre projet commun. ■

*Comme le rappelait Edgar Morin,
tout n'est pas perdu :
« Nous pouvons encore espérer une
société plus humaine. »*

Aujourd'hui le Mouvement MPEF rassemble 12 Fraternités



ÉCONOMIE CIRCULAIRE

Café associatif : ouvert à toutes et tous, pendant l'année scolaire, les **lundis, mardis, mercredis** et **vendredis**, de **14h à 18h**, et **jeudis** de **16h à 18h**.

Miettes : de **10h à 16h**, les **samedis, 7 novembre, 5 décembre** et le **dimanche 6 décembre (livres)**. Dépôt des objets, vêtements ou livres, pourvu qu'ils soient propres et en bon état, tout au long de l'année, les mardis et jeudis entre **14h** et **17h** (sauf semaine précédent une vente). Pour les objets volumineux ou en quantité, appeler au préalable le 06 77 39 60 89.

Repair Café : tous les 2 mois, les **samedis** de **14h à 17h30** : les **21 novembre, 16 janvier, 13 mars, 22 mai 2027**.

Répar'Ordis : pour la réparation et maintenance d'ordinateurs, les **samedis** de **9h30 à 14h** : **14 et 28 novembre ; 12 décembre**. En 2027 : **9 et 23 janvier ; 13 et 27 février ; 20 mars ; 10 et 24 Avril ; 8 et 29 mai ; 26 juin**.

Pour s'inscrire : 01 45 79 96 97 / epn@foyerdegrenelle.org.

Atelier smartphone : Les **jeudis** de **9h30 à 12h30** et **vendredis** de **14 à 17h**, 1 rendez-vous par semaine possible sur réservation : 01 45 79 96 97 / epn@foyerdegrenelle.org, en fonction des places disponibles.

ACTIVITÉS CULTUELLES ET SPIRITUELLES

Culte : tous les dimanches à **10h30**. La Sainte-Cène a lieu le premier dimanche du mois.

Déjeuner biblique : le **2^e mardi du mois**, de **12h15 à 13h45**, les 10 novembre et 8 décembre. Nous lirons **l'Apocalypse de Jean**. Un livre réputé difficile qui désarçonne. Raison de plus pour le lire ensemble, pour bien le comprendre. Un livre réputé obscur à cause de sa richesse en visions et symboles, qu'il faut décoder car il ne décrit pas des faits passés ou à venir mais il propose un lieu où entendre une parole de vérité qui dit les enjeux actuels de l'existence.

Un livre réputé pessimiste, catastrophiste, enfin, parce qu'on n'a pas donné à « l'apocalypse » son sens de dé-voilement, de ré-vélation. Et comme cette ré-vélation est faite par Jésus-Christ, elle ne peut être qu'une bonne nouvelle... **Entrée libre.**

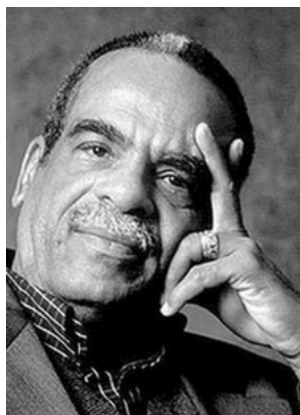
Chacun.e apporte son repas tiré du sac.

CONFÉRENCES, DÉBATS

Les Jeudis de Grenelle (à confirmer) : de **19h à 20h30**, les **5 novembre** (L'Homme et l'argent), **10 décembre** (La guerre), **4 février 2027** (La paix), **11 mars** (La radicalité et les populismes), **13 mai** (L'Intelligence Artificielle).

VIE ASSOCIATIVE

La fête des bénévoles : le jeudi **19 novembre**.



Il n'est de frontière qu'on outrepatte

Édouard Glissant*

À défaut de montagnes ou de mers, l'homme a inventé toutes sortes de frontières pour se protéger de l'Autre : grillages, barbelés, murs, barrières électrifiées, etc. Aucune, pourtant, n'a résisté à l'irrépressible volonté – ou nécessité – de passer outre. Commentaire d'Édouard Glissant

Nous fréquentons les frontières, non pas comme signes et facteurs de l'impossible, mais comme lieux du passage et de la transformation. Dans la Relation, l'influence mutuelle des identités, individuelles et collectives, requiert une autonomie réelle de chacune de ces identités. La Relation n'est pas confusion ou dilution. Je peux changer en échangeant avec l'autre, sans me perdre pourtant ni me dénaturer. C'est pourquoi nous avons besoin des frontières, non plus pour nous arrêter, mais pour exercer ce libre passage du même à l'autre, pour souligner la merveille de l'ici-là.

*Titre de l'article du Monde diplomatique du 1er octobre 2006

Édouard Glissant (1928-2011), romancier, philosophe, poète, essayiste, dramaturge, est l'inventeur de la notion de « Tout-Monde ». Penseur de la Relation, il offre une vision de nos civilisations en perpétuel mouvement.